

Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 20 février 2009

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Indice des prix à la consommation, janvier 2009

2

Les prix à la consommation ont augmenté de 1,1 % au cours de la période de 12 mois terminée en janvier 2009, ce qui est légèrement inférieur à la hausse de 1,2 % observée en décembre.

Sur une base mensuelle désaisonnalisée, les prix à la consommation ont diminué de 0,1 % de décembre à janvier.

Étude : Tendances de l'emploi manufacturier, 2004 à 2008

7

L'emploi dans le secteur de la fabrication au Canada a reculé de près de 322 000 de 2004 à 2008. Cela signifie que plus d'un emploi manufacturier sur sept a disparu au cours de cette période.

Étude : Obésité et travail, 2005

8

La prévalence de l'obésité chez les travailleurs canadiens, surtout dans le cas des hommes, a augmenté au cours de la dernière décennie. En 2005, 15,7 % des Canadiens occupés et âgés de 18 à 64 ans, soit plus de deux millions de personnes, étaient obèses, en hausse par rapport à la proportion de 12,5 % observée au milieu des années 1990.

Emploi dans le secteur public, quatrième trimestre de 2008

9

Livraisons des produits de chauffage à combustible solide, quatrième trimestre de 2008

10

Investissement dans la construction de logements neufs, décembre 2008

10

Nouveaux produits

11

Calendrier des communiqués : 23 au 27 février 2009

13



Communiqués

Indice des prix à la consommation

Janvier 2009

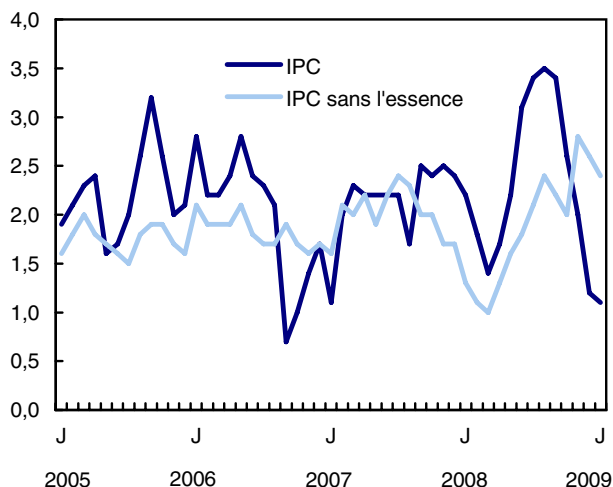
Les prix à la consommation ont augmenté de 1,1 % au cours de la période de 12 mois terminée en janvier 2009, ce qui est légèrement inférieur à la hausse de 1,2 % observée en décembre.

Par rapport au même mois l'année dernière, la pression à la baisse qui s'est manifestée en janvier a été principalement attribuable au recul des prix de l'essence, mais également à une diminution marquée du coût d'achat et de location à bail de véhicules automobiles. La pression à la hausse exercée sur l'indice d'ensemble découlait principalement de l'augmentation des prix des aliments et du logement.

Le taux de variation des prix à la consommation a ralenti depuis septembre 2008.

L'inflation de l'Indice des prix à la consommation (IPC) continue à ralentir, tandis que l'IPC sans l'essence connaît un repli

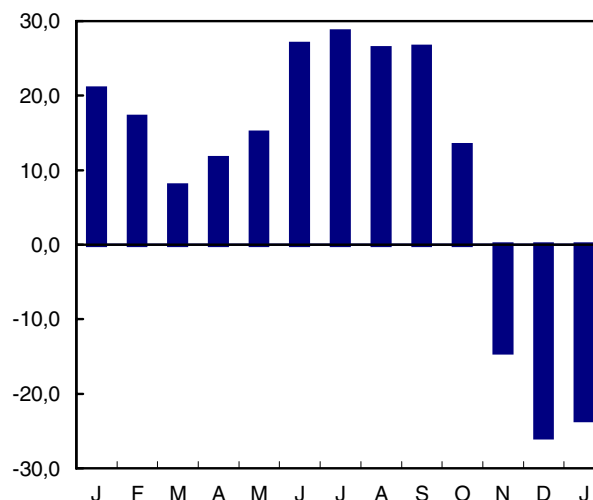
variation sur 12 mois en %



Les prix de l'essence enregistrés en janvier 2009 étaient de 23,5 % inférieurs aux niveaux observés le même mois en 2008. La baisse des prix du mazout et des autres combustibles a également contribué à tempérer la montée des prix à la consommation. Au total, les prix de l'énergie ont diminué de 10,9 % en janvier, soit une variation semblable à la baisse de 11,0 % enregistrée en décembre.

Les prix de l'essence continuent à diminuer d'une année à l'autre

variation sur 12 mois en %



Les prix des aliments ont augmenté de 7,3 % au cours de la période de 12 mois terminée en janvier, ce qui constitue une hausse identique à celle notée en décembre. Les produits de boulangerie, les produits à base de céréales et les légumes frais ont exercé des pressions à la hausse sur l'indice des aliments.

Les coûts du logement ont aussi exercé de fortes pressions à la hausse sur la variation sur 12 mois des prix à la consommation en janvier, en particulier les paiements d'intérêt hypothécaire, qui ont augmenté en raison des prix plus élevés pour le logement, et ce, en dépit des baisses des taux d'intérêt hypothécaires.

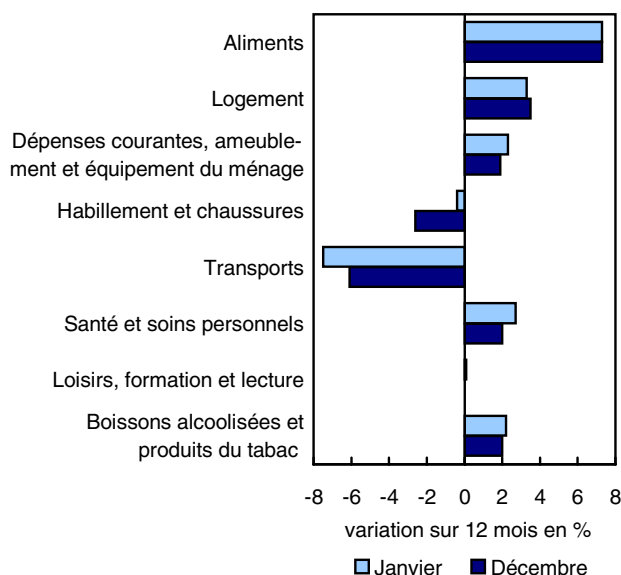
Variation d'un mois à l'autre désaisonnalisée : baisse comparativement à décembre

Sur une base mensuelle désaisonnalisée, les prix à la consommation ont diminué de 0,1 % de décembre à janvier, ce qui fait suite à des baisses mensuelles de 0,3 % en décembre, de 0,3 % en novembre et de 0,6 % en octobre. La baisse en janvier provenait de la diminution des prix du transport, laquelle a plus que contrebalancé la hausse des prix des aliments. Sans les aliments et l'énergie, les prix à la consommation désaisonnalisés ont diminué de 0,2 % en janvier.

Variation sur 12 mois : la baisse marquée des prix du transport contrebalance la hausse des prix des aliments

L'indice des prix du transport a reculé de 7,5 % en janvier, en raison surtout des baisses des prix de l'essence et du coût d'achat et de location à bail de véhicules automobiles.

La baisse de l'indice des prix du transport se poursuit



Le coût d'achat et de location à bail de véhicules automobiles a diminué de 8,2 % par rapport à un an plus tôt, soit une diminution nettement plus grande que la baisse de 3,5 % d'une année à l'autre observée en décembre. Cette diminution reflète les incitatifs offerts par les fabricants sur leurs modèles d'automobiles de 2009 en réponse au ralentissement actuel des ventes de véhicules.

Ces baisses ont été légèrement contrebalancées par la hausse de 4,1 % des primes d'assurance de véhicules automobiles et par l'augmentation de 4,2 % des prix du transport aérien. Cependant, le taux de croissance de ces deux indices a été moins élevé qu'en décembre.

Les prix des aliments achetés au magasin ont progressé de 8,6 % au cours de la période de 12 mois terminée en janvier. La hausse a été principalement attribuable aux prix des produits de boulangerie et des produits à base de céréales, qui ont progressé de 10,5 %, comparativement à la croissance de 12,4 % constatée en décembre. La hausse des prix des

légumes frais a aussi contribué de façon significative à cette augmentation.

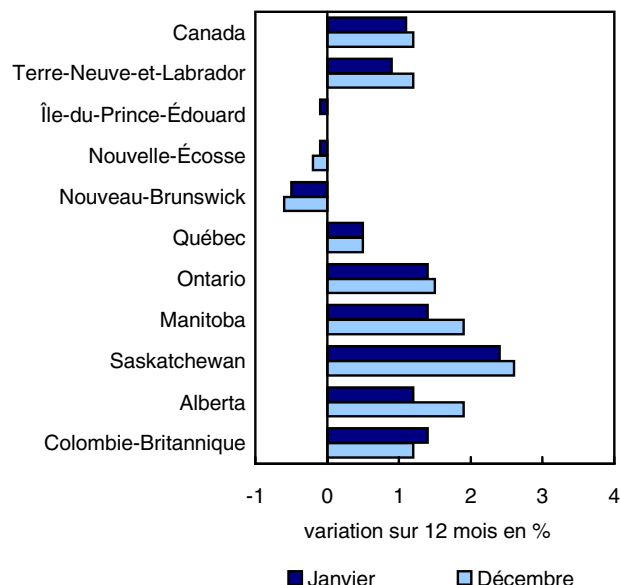
Les coûts du logement sont demeurés le deuxième facteur en importance ayant contribué à la hausse de l'Indice des prix à la consommation (IPC), ceux-ci ayant augmenté de 3,3 % au cours de la période de 12 mois terminée en janvier. L'augmentation provenait surtout de la hausse des coûts de l'intérêt hypothécaire et des prix du gaz naturel. Dans l'ensemble, la progression des coûts du logement a continué à ralentir, la hausse de janvier ayant été inférieure à celles de 3,5 % et de 3,9 % enregistrées en décembre et en novembre respectivement.

Les prix des vêtements et des chaussures ont diminué de 0,4 % au cours de la période de 12 mois terminée en janvier, ce qui est nettement inférieure à la baisse de 2,6 % affichée en décembre.

Grande disparité dans la variation sur 12 mois des prix à la consommation parmi les provinces

Les consommateurs de trois provinces de l'Atlantique ont connu une baisse modeste des prix à la consommation au cours de la période de 12 mois terminée en janvier. Les prix à la consommation à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse en janvier étaient de 0,1 % inférieurs aux niveaux enregistrés le même mois l'année précédente. Au Nouveau-Brunswick, cette baisse sur 12 mois a été de 0,5 %.

Trois provinces de l'Atlantique affichent une baisse des prix à la consommation



Les principaux facteurs ayant contribué à la baisse sur 12 mois dans ces trois provinces ont été la diminution des prix de l'essence, le recul des prix d'achat et de location à bail de véhicules automobiles et le fléchissement des prix du mazout et des autres combustibles. Le mazout et les autres combustibles font l'objet d'une consommation plus intensive dans les provinces de l'Atlantique, de sorte qu'ils ont une incidence plus marquée sur les prix à la consommation.

Parmi les provinces de l'Atlantique, seule Terre-Neuve-et-Labrador a affiché une hausse des prix à la consommation, soit de 0,9 %, partiellement en raison de la progression des coûts de remplacement par le propriétaire, qui représente le coût de maintien de la structure de l'actif domiciliaire.

Sans l'énergie, les prix à la consommation ont augmenté de 2,2 % en Nouvelle-Écosse, de 2,1 % au Nouveau-Brunswick et de 2,5 % à l'Île-du-Prince-Édouard.

Pour ce qui est des autres provinces, le Québec a observé le taux de croissance des prix à la consommation positif le plus faible, ayant affiché une hausse de 0,5 %. La croissance sur 12 mois des prix à la consommation en Ontario a ralenti, passant de 1,5 % en décembre à 1,4 % en janvier.

La plus forte augmentation des prix à la consommation a été observée en Saskatchewan (+2,4 %). L'Alberta a enregistré le ralentissement le plus significatif de l'accroissement des prix à la consommation, ceux-ci ayant augmenté de 1,2 % pour la période de 12 mois se terminant en janvier, après avoir affiché une hausse de 1,9 % en décembre.

Augmentation de l'indice de référence de la Banque du Canada

L'indice de référence de la Banque du Canada a affiché une augmentation de 1,9 % au cours de la période de 12 mois terminée en janvier, soit un ralentissement par rapport à la hausse de 2,4 %

observée en décembre. La baisse des prix d'achat et de location à bail de véhicules automobiles a atténué la progression de l'indice de référence. La hausse des prix du pain, des produits céréaliers et de la viande a toutefois le plus contribué à son augmentation.

L'indice de référence mensuel désaisonnalisé a fléchi de 0,3 % de décembre à janvier après avoir progressé de 0,1 % de novembre à décembre.

Pour obtenir une analyse plus détaillée, consultez la publication *L'Indice des prix à la consommation*.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 326-0009, 326-0012, 326-0015 et 326-0020 à 326-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2301.

Il est possible d'obtenir plus de renseignements concernant les concepts et l'utilisation de l'IPC en consultant *Votre guide d'utilisation de l'indice des prix à la consommation* (62-557-XIB, gratuit), qui est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Le numéro de janvier 2009 de la publication *L'Indice des prix à la consommation*, vol. 88, n° 1 (62-001-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Une version imprimée (62-001-XPF, 12 \$ / 111 \$) est également en vente. Voir *Pour commander les produits*. Une analyse plus détaillée de l'IPC est offerte dans cette publication.

L'Indice des prix à la consommation de février sera diffusé le 19 mars.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ou composez sans frais le 1-866-230-2248 (prices-prix@statcan.gc.ca), Division des prix. Télécopieur : 613-951-2848.

□

Indice des prix à la consommation et composantes principales¹ (2002=100)

	Importance relative ²	Janvier 2008	Janvier 2009	Décembre 2007 à décembre 2008	Janvier 2008 à janvier 2009
Données non désaisonnalisées					
				variation en %	
Ensemble	100,00³	111,8	113,0	1,2	1,1
Aliments	17,04	112,4	120,6	7,3	7,3
Logement	26,62	119,2	123,1	3,5	3,3
Dépenses courantes, ameublement et équipement du ménage	11,10	103,3	105,7	1,9	2,3
Habillement et chaussures	5,36	92,2	91,8	-2,6	-0,4
Transports	19,88	117,6	108,8	-6,1	-7,5
Santé et soins personnels	4,73	107,5	110,4	2,0	2,7
Loisirs, formation et lecture	12,20	99,6	99,7	0,0	0,1
Boissons alcoolisées et produits du tabac	3,07	126,4	129,2	2,0	2,2
Ensemble (1992=100)		133,0	134,5	1,2	1,1
Agrégats spéciaux					
Biens	48,78	107,3	106,2	-0,8	-1,0
Services	51,22	116,2	119,7	3,1	3,0
Ensemble hors aliments et énergie	73,57	109,0	110,3	1,5	1,2
Énergie	9,38	139,0	123,8	-11,0	-10,9
Indice de référence ⁴	82,71	110,1	112,2	2,4	1,9

1. Les variations d'un mois à l'autre en pourcentage sont offertes dans la publication mensuelle L'Indice des prix à la consommation.
2. Panier de 2005 selon les prix de avril 2007, Canada, en vigueur à partir de mai 2007. Les pondérations détaillées sont offertes sous la section Documentation de l'enquête 2301 (www.statcan.ca/francais/sdds/index_f.htm).
3. Le total des chiffres ne donne pas forcément 100 % en raison de l'arrondissement.
4. La mesure de l'indice de référence exclut de l'Indice des prix à la consommation d'ensemble l'effet des modifications des impôts indirects et huit des composantes les plus volatiles identifiées par la Banque du Canada : les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeurs. Pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de l'indice de référence, consultez le site Web de la Banque du Canada (www.banqueducanada.ca/fr/inflation/index.htm).

Indice des prix à la consommation par province, et pour Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit (2002=100)

	Importance relative ¹	Janvier 2008	Janvier 2009	Décembre 2007 à décembre 2008	Janvier 2008 à janvier 2009
Données non désaisonnalisées					
				variation en %	
Canada	100,00²	111,8	113,0	1,2	1,1
Terre-Neuve-et-Labrador	1,27	111,9	112,9	1,2	0,9
Île-du-Prince-Édouard	0,35	114,2	114,1	0,0	-0,1
Nouvelle-Écosse	2,56	113,5	113,4	-0,2	-0,1
Nouveau-Brunswick	1,97	111,7	111,1	-0,6	-0,5
Québec	21,05	111,0	111,5	0,5	0,5
Ontario	41,22	110,9	112,4	1,5	1,4
Manitoba	3,06	110,8	112,4	1,9	1,4
Saskatchewan	2,64	113,0	115,7	2,6	2,4
Alberta	11,43	118,8	120,2	1,9	1,2
Colombie-Britannique	14,29	109,9	111,4	1,2	1,4
Whitehorse	0,06	110,4	113,0	3,0	2,4
Yellowknife	0,08	111,3	114,3	3,1	2,7
Iqaluit (Déc. 2002=100)	0,02	108,2	111,8	3,4	3,3

1. Panier de 2005 selon les prix de avril 2007, Canada, en vigueur à partir de mai 2007. Les pondérations détaillées sont offertes sous la section Documentation de l'enquête 2301 (www.statcan.ca/francais/sdds/index_f.htm).
2. Le total des chiffres ne donne pas forcément 100 % en raison de l'arrondissement.

Indice des prix à la consommation et composantes principales (2002=100)

	Importance relative ¹	Novembre 2008	Décembre 2008	Janvier 2009	Novembre à décembre 2008	Décembre 2008 à janvier 2009
Données désaisonnalisées						
					variation en %	
Ensemble	100,00²	114,4	114,0	113,9	-0,3	-0,1
Aliments	17,04	119,8	119,8	120,1	0,0	0,3
Logement	26,62	123,4	123,4	123,1	0,0	-0,2
Dépenses courantes, ameublement et équipement du ménage	11,10	105,6	105,6	105,8	0,0	0,2
Habillement et chaussures	5,36	93,1	92,9	93,7	-0,2	0,9
Transports	19,88	113,2	110,3	108,8	-2,6	-1,4
Santé et soins personnels	4,73	109,9	110,1	110,6	0,2	0,5
Loisirs, formation et lecture	12,20	102,1	102,0	101,8	-0,1	-0,2
Boissons alcoolisées et produits du tabac	3,07	128,5	128,7	129,2	0,2	0,4
Agrégats spéciaux						
Ensemble hors aliments	82,96	113,0	112,0	111,5	-0,9	-0,4
Ensemble hors aliments et énergie	73,57	111,0	111,0	110,8	0,0	-0,2
Ensemble hors huit des composantes les plus volatiles	82,71	111,4	111,5	111,3	0,1	-0,2
Indice de référence ³	82,71	112,8	112,9	112,6	0,1	-0,3

1. Panier de 2005 selon les prix de avril 2007, Canada, en vigueur à partir de mai 2007. Les pondérations détaillées sont offertes sous la section Documentation de l'enquête 2301 (www.statcan.ca/francais/sdds/index_f.htm).

2. Le total des chiffres ne donne pas forcément 100 % en raison de l'arrondissement.

3. La mesure de l'indice de référence exclut de l'Indice des prix à la consommation d'ensemble l'effet des modifications des impôts indirects et huit des composantes les plus volatiles identifiées par la Banque du Canada : les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeurs. Pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de l'indice de référence, consultez le site Web de la Banque du Canada (www.banqueducanada.ca/fr/inflation/index.htm).



Étude : Tendances de l'emploi manufacturier

2004 à 2008

L'emploi dans le secteur de la fabrication au Canada a reculé de près de 322 000 de 2004 à 2008. Cela signifie que plus d'un emploi manufacturier sur sept a disparu au cours de cette période.

Durant cette période, il s'est créé plus de 1,5 million d'emplois dans le reste de l'économie. Conséquemment, la part de l'emploi manufacturier dans l'économie s'est amenuisée. En 2004, le secteur de la fabrication représentait 14,4 % de l'emploi total. En 2008, cette proportion était de 11,5 %.

Le recul de l'emploi manufacturier de 2004 à 2008 a fait suite à une période de croissance de 1998 à 2000 et à une période de stagnation relative de 2001 à 2004.

Les industries manufacturières ont presque toutes été en net recul depuis 2004. Seules quelques industries, notamment les industries de la fabrication de matériel de transport (excluant les véhicules et les pièces d'automobiles), de produits du pétrole et du charbon et de produits informatiques et électroniques, ont connu des hausses d'emploi de 2004 à 2008.

Si la grande majorité des industries manufacturières ont été touchées par des reculs d'emplois, certaines l'ont été plus durement. L'industrie du textile et du vêtement, qui a longtemps été un des plus importants employeurs manufacturiers du pays, a vu près de la moitié de ses emplois disparaître.

L'industrie de l'automobile a également été durement touchée. De 2004 à 2008, un emploi sur cinq dans la fabrication de véhicules automobiles et plus d'un emploi sur quatre dans la fabrication de pièces de véhicules automobiles ont disparu.

L'Ontario a subi la plupart des pertes, soit 198 600 emplois manufacturiers, ce qui signifie que près de un emploi de cette catégorie sur cinq (18,1 %) en Ontario a disparu en quatre ans seulement. Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick, le Québec, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse ont également subi des pertes de plus de 10 %.

Les très grandes villes du pays ont été touchées aussi durement que les petites villes et les régions rurales. Les petites villes et les régions rurales ont été tout aussi en mesure que les très grandes villes de remplacer les emplois manufacturiers perdus par des emplois dans d'autres secteurs, comme le secteur des services ou celui de la construction. Toutefois, dans les petites villes et les régions rurales, ces emplois sont souvent beaucoup moins payants que les emplois manufacturiers.

Ces tendances ne sont pas uniques au Canada. On observe un déclin du secteur de la fabrication dans la

Note aux lecteurs

Cet article permet d'examiner les tendances récentes de l'emploi manufacturier au Canada, à l'aide des données de l'Enquête sur la population active, une enquête mensuelle menée auprès d'un échantillon d'environ 54 000 ménages. L'emploi est mesuré par le nombre de personnes occupant un emploi.

plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. La situation canadienne s'est toutefois distinguée par un certain retard, puisque l'emploi manufacturier au pays n'a véritablement commencé à décroître qu'à partir de 2004, et ce, alors que plusieurs autres pays, notamment les États-Unis, composaient déjà avec d'importantes pertes d'emplois depuis plusieurs années.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3701.

L'article «Tendances de l'emploi manufacturier» est maintenant offert dans le numéro en ligne de février 2009 de la publication *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 10, n° 2 (75-001-XWF, gratuite), laquelle est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec André Bernard au 613-951-4660 (andre.bernard@statcan.gc.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.

Également dans ce numéro de *L'emploi et le revenu en perspective*, l'article «Le marché du travail en 2008» examine les tendances de l'emploi, du chômage et des gains au cours de la dernière année. Après six années de croissance robuste de l'emploi, l'année 2008 a connu un départ prometteur. Le taux de chômage atteignait son niveau le plus bas en 33 ans à 5,8 % en janvier, et le taux d'emploi s'établissait à un sommet de 63,9 % en février. Au cours de l'année, cependant, le marché du travail s'est affaibli. En décembre, le taux de chômage s'établissait à 6,6 %, et le taux d'emploi, à 63,1 %.

L'article «Le marché du travail en 2008» est également offert dans le numéro en ligne de février 2009 de la publication *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 10, n° 2 (75-001-XWF, gratuite), accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jeannine Usalcas au 613-951-4720 (jeannine.usalcas@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail. ■

Étude : Obésité et travail

2005

La prévalence de l'obésité chez les travailleurs canadiens, surtout dans le cas des hommes, a augmenté au cours de la dernière décennie. En 2005, 15,7 % des Canadiens occupés et âgés de 18 à 64 ans, soit plus de deux millions de personnes, étaient obèses, en hausse par rapport à la proportion de 12,5 % observée au milieu des années 1990.

L'obésité devient plus qu'une question de santé personnelle lorsqu'elle a des répercussions sur le rendement au travail. Le risque d'absence du travail était près de quatre fois plus élevé chez les jeunes hommes obèses âgés de 18 à 34 ans que chez ceux ayant un poids normal, après correction pour tenir compte de facteurs socioéconomiques ou liés à la santé.

L'obésité était aussi associée à une réduction des activités au travail, à un plus grand nombre de jours d'incapacité et à un taux plus élevé de blessures au travail chez les femmes âgées de 35 à 54 ans.

La prévalence de l'obésité était la plus élevée chez les travailleurs âgés de 55 à 64 ans, alors que 21 % d'entre eux étaient obèses en 2005. Cette situation était la même pour les hommes et les femmes, la prévalence étant toutefois moindre chez ces dernières.

Les travailleurs de sexe masculin âgés de 35 à 54 ans et ayant un niveau de revenu personnel plus faible étaient moins susceptibles d'être obèses que leurs homologues dont le revenu était élevé. Cependant, les femmes ayant un faible revenu personnel étaient plus susceptibles d'être obèses que celles qui gagnaient un revenu élevé.

Un niveau de scolarité peu élevé augmentait nettement le risque d'obésité chez les hommes et les femmes, à l'exception des jeunes travailleurs âgés de 18 à 34 ans. Par exemple, les travailleurs âgés de 35 à 54 ans sans diplôme d'études secondaires étaient 1,6 fois plus susceptibles d'être obèses que ceux ayant terminé leurs études postsecondaires.

Des différences significatives entre les taux de prévalence de l'obésité, après correction en fonction de l'âge, ont été observées chez les hommes pour

Note aux lecteurs

Cet article est fondé sur les données relatives au poids et à la taille tirées de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes et de l'Enquête nationale sur la santé de la population. Il porte sur les tendances de l'obésité chez les personnes occupées ainsi que sur les caractéristiques sociodémographiques et sur celles de la population active en corrélation avec l'obésité. Il traite aussi des associations entre l'obésité et le stress au travail, de même que de certaines mesures de rendement au travail. L'obésité a été mesurée en fonction de l'indice de masse corporelle (IMC). L'IMC est égal au poids en kilogrammes, divisé par le carré de la taille en mètres.

certaines catégories ayant trait à la profession. Comparativement aux hommes occupant un emploi de col blanc, une plus forte proportion d'hommes ayant un emploi de col bleu étaient obèses.

Les hommes qui faisaient plus d'heures de travail (plus de 40 heures par semaine) étaient également plus susceptibles d'être obèses que les travailleurs à temps plein ayant un horaire de travail normal de 30 à 40 heures par semaine.

Il y avait une plus forte proportion de personnes obèses parmi les travailleurs de quarts, hommes et femmes, que parmi ceux ayant un horaire régulier.

L'obésité était aussi liée à un niveau élevé de stress au travail. Les travailleurs obèses ont déclaré de plus fortes tensions et contraintes au travail et un moins bon soutien de la part de leurs collègues.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3226, 3236, 5015 et 5049.

L'article «Obésité et travail» est maintenant offert dans le numéro en ligne de février 2009 de la publication *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 10, n° 2 (75-001-XWF, gratuite), laquelle est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Diane Galarneau au 613-951-4626 (diane.galarneau@statcan.gc.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. ■

Emploi dans le secteur public

Quatrième trimestre de 2008 (données provisoires)

L'emploi dans le secteur public s'est établi à 3,4 millions de travailleurs au quatrième trimestre de 2008, en hausse de 96 000, ou de 2,9 %, par rapport à la même période en 2007.

Les travailleurs du secteur public ont représenté 19,2 % du total de la population active occupée, comparativement à 18,8 % durant le même trimestre en 2007. Cette hausse a principalement été attribuable à la croissance plus faible de l'emploi dans l'ensemble de la population active.

Au quatrième trimestre, la croissance de l'emploi dans le secteur public s'est concentrée en Ontario, au Québec et en Alberta, qui ont été à l'origine de près des trois quarts de la croissance totale.

L'augmentation de l'emploi a touché toutes les composantes du secteur public. Les entreprises publiques ont constitué le principal facteur à l'origine de cette progression, ayant enregistré une hausse de 25 000 emplois par rapport au même trimestre en 2007.

L'emploi s'est accru de 4,7 % dans les administrations publiques locales et de 3,5 % dans l'administration publique fédérale. L'emploi dans ces dernières a continué à croître plus vite que dans les administrations publiques provinciales, lesquelles ont affiché une hausse de 2,2 %. Depuis 2000, l'emploi dans les trois ordres des administrations publiques a connu une tendance à la hausse, les administrations publiques locales enregistrant la croissance la plus forte.

L'emploi dans les établissements d'enseignement a augmenté au quatrième trimestre, principalement en raison des hausses enregistrées en Alberta, en Ontario et au Québec. L'emploi a connu une hausse dans les collèges (+2,9 %) et les commissions scolaires (+1,4 %), les universités ayant enregistré peu de changement.

Les établissements de soins de santé et de services sociaux comptaient 18 000 employés de plus au quatrième trimestre de 2008. Le Québec et l'Alberta ont chacun été à l'origine de près d'un tiers de cette croissance.

Les salaires et les traitements dans le secteur public ont crû de 4,3 % par rapport au quatrième trimestre de 2007.

Nota : Toutes les données chronologiques dans le texte font référence au quatrième trimestre de chaque année. Le secteur public englobe toutes les entités économiques qui sont sous l'autorité

d'une administration. Il comprend quatre grandes composantes : les trois ordres de l'administration publique (les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales ainsi que locales), chaque ordre ayant une composante de l'administration publique générale comprenant les ministères, les organismes et les fonds non autonomes, les organismes et les fonds autonomes ainsi que les régimes de pensions. Les administrations provinciales et territoriales englobent aussi les collèges et les universités ainsi que les établissements de soins de santé et de services sociaux, alors que les administrations locales comprennent également les conseils et les commissions scolaires. La quatrième composante est constituée des entreprises publiques, qui sont des unités institutionnelles sous l'autorité d'une administration publique, mais qui ont la capacité autonome de se livrer à des activités économiques. Les personnes qui ont été embauchées pour quelques jours lors de l'élection fédérale d'octobre 2008 ne sont pas comprises dans les statistiques de l'emploi du secteur public.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0002 et 183-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.

Pour obtenir une description plus détaillée de la définition de l'emploi dans le secteur public et de la façon dont on fait le rapprochement entre les données sur l'emploi dans ce secteur et celles provenant d'autres sources d'information, consultez le document intitulé *Réconciliation des estimations de l'emploi du secteur public provenant de différentes sources d'information* en cliquant sur le numéro d'enquête 1713.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0021 et 183-0022.

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données sur l'emploi dans le secteur public, lesquels sont accessibles à partir du module *Comptes économiques nationaux* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-0767 (fe-pid-dipinfo@statcan.gc.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Alain Baril au 613-951-4131 (alain.baril@statcan.gc.ca), Division des institutions publiques.

□

Emploi dans le secteur public

	Quatrième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2008
	milliers	
Secteur public	3 316	3 412
Administrations publiques	3 027	3 098
Administrations publiques générales	1 142	1 182
Fédérale	391	405
Provinciales et territoriales	355	363
Locales	395	414
Établissements d'enseignement	1 078	1 092
Universités et collèges ¹	375	379
Commissions scolaires	703	713
Établissements de soins de santé et de services sociaux	806	824
Entreprises publiques	290	314

1. Comprennent les établissements de formation professionnelle et les écoles de métiers.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Livraisons des produits de chauffage à combustible solide

Quatrième trimestre de 2008

Il est maintenant possible de consulter les données du quatrième trimestre de 2008 sur les livraisons des produits de chauffage à combustible solide.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0063.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2189.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.gc.ca), Division de la fabrication et de l'énergie. ■

Investissement dans la construction de logements neufs

Décembre 2008

Il est maintenant possible de consulter les données de décembre sur l'investissement dans la construction de logements neufs (y compris les logements unifamiliaux, les maisons jumelées, les maisons en rangée, les appartements et les logements en copropriété).

Ces séries ne sont pas offertes dans CANSIM.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5155.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole Charron au 613-951-0087 (bdp_information@statcan.gc.ca), Division de l'investissement et du stock de capital. ■

Nouveaux produits

Acier, produits tubulaires et fil d'acier,
décembre 2008, vol. 4, n° 12
Numéro au catalogue : 41-019-XWF
(gratuit).

**Bulletin sur la disponibilité et l'écoulement
d'énergie au Canada, 2007**
Numéro au catalogue : 57-003-XWF
(gratuit).

L'Indice des prix à la consommation, janvier 2009,
vol. 88, n° 1
Numéro au catalogue : 62-001-XWF
(gratuit).

L'Indice des prix à la consommation, janvier 2009,
vol. 88, n° 1
Numéro au catalogue : 62-001-XP (12 \$/111 \$).

L'emploi et le revenu en perspective, février 2009,
vol. 10, n° 2
Numéro au catalogue : 75-001-XWF
(gratuit).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF,
-XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte
sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version
électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version
électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version
électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base
de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

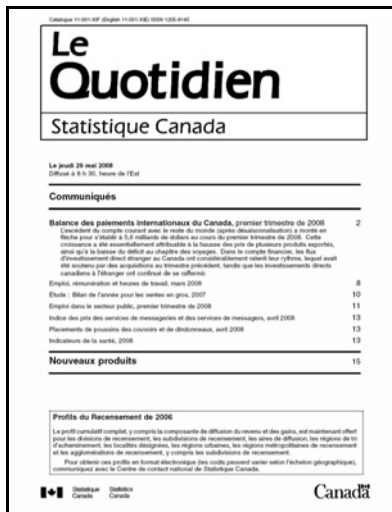
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez
inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la
TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.gc.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web
de Statistique Canada (www.statcan.gc.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.gc.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.gc.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2009. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Calendrier des communiqués : 23 au 27 février 2009

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
23	Commerce de détail	Décembre 2008
24	Assurance-emploi	Décembre 2008
25	Caractéristiques des voyageurs internationaux	Troisième trimestre de 2008
25	Investissements privés et publics au Canada	2009
26	Statistiques financières trimestrielles des entreprises	Quatrième trimestre de 2008
26	Compte des voyages internationaux	Quatrième trimestre de 2008
26	Emploi, rémunération et heures de travail	Décembre 2008
27	Balance des paiements internationaux	Quatrième trimestre de 2008
27	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Janvier 2009
